



FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW INC.

Communiqué de presse

Diffusion immédiate

Le 17 mai 2011

PAS DE REcul DU BILINGUISME À LA COUR SUPREME DU CANADA

WINNIPEG – La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (FAJEF) souhaite que les juges qui seront éventuellement nommés à la Cour suprême du Canada pour remplacer les juges Charron et Binnie seront, eux aussi, bilingues.

M^e Forest-Niesing, la présidente de la FAJEF, affirme qu'il ne doit pas y avoir de recul en matière de bilinguisme à la Cour suprême du Canada, surtout que les deux juges qui remplaceront les juges Charron et Binnie viendront forcément de l'Ontario, où il y a un bassin important de juges bilingues.

M^e Forest-Niesing réitère que « toute réduction au nombre de juges bilingues à la Cour suprême du Canada affecte directement et négativement les justiciables francophones, car l'unilinguisme des juges donne lieu à l'interprétation simultanée, alors que les justiciables anglophones, eux, peuvent tous être entendus et compris par les juges sans l'aide de l'interprétation. »

À titre de tribunal de dernière instance du Canada, les juges de la Cour suprême du Canada sont aussi souvent appelés à interpréter les versions française et anglaise des lois fédérales et de celles de plusieurs provinces et territoires, et ce, afin de déterminer quelle version d'une loi reflète l'intention du législateur. M^e Josée Forest-Niesing souligne que, « dans un tel contexte, la Cour suprême du Canada se doit aussi d'être intégralement bilingue ».

Renseignements :

Rénald Rémillard, directeur général
Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc.
Tél. : (204) 415-7551

La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. est le regroupement des associations régionales, provinciales ou territoriales de juristes d'expression française engagés à promouvoir et à défendre les droits linguistiques des communautés francophones et acadiennes, notamment en favorisant l'accès à la justice en français partout au Canada. 177-B, rue Eugénie, Winnipeg (MB) R2H 0X9.